REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DU LOIRET

ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin du 23 Novembre 1958

3e CIRCONSCRIPTION - PITHIVIERS

Electrices, Electeurs,

Je me présente à vous, nouveau dans la compétition législative, candidat d'un Parti qui, écarté du pouvoir depuis plus de dix ans, ne porte aucune responsabilité dans la politique de faillite qui a été menée.

Né à Saint-Lyé-la-Forêt, j'ai connu dès ma jeunesse la vie difficile des ouvriers agricoles et des petits paysans.

Ouvrier agricole et bûcheron, je partage avec tous les travailleurs de la ville et des champs les difficultés qui leur sont faites.

Dans les commissions départementales dont je suis membre (Conseil départemental de la forêt privée, Commission mixte de la main-d'œuvre), je m'efforce de contribuer efficacement à la défense des travailleurs de la terre.

Voici mon point de vue sur les problèmes essentiels et les remèdes que je propose avec mon Parti :

La guerre d'Algérie, d'une part, la menace de crise, d'autre part, dominent la situation politique présente en France.

Arrêter la guerre d'Algérie

En ce qui concerne la guerre d'Algérie, il y a quatre ans que nous vivons de « derniers quarts d'heure » et que les responsables de la politique française — MOLLET, LACOSTE, GAILLARD, BIDAULT, PINAY, SOUSTELLE — s'emploient à écarter une véritable négociation politique en misant sur un succès de nos armes.

Or, l'appel à la reddition n'a jamais abouti qu'à un échec et à l'aggravation de la guerre, qui ne résout rien.

On ne s'en sortira que dans le sens que le Parti Communiste n'a jamais cessé de proposer : en substituant une franche négociation à la politique de force.

Des ultras voudront vous faire croire que c'est là, de la part des Communistes, une position d'abandon antinationale.

J'affirme avoir le souci, autant que tout autre, des véritables intérêts de mon pays.

Faut-il rappeler que les Communistes ont été parmi les patriotes les plus conscients et les plus courageux dans les périodes difficiles qu'a connu notre pays, notamment pendant l'occupation.

Dans ce domaine, ,comme dans d'autres, les Communistes n'ont pas de leçon de patriotisme à recevoir.

Je dis, avec mon Parti, que l'intérêt de la France, dans cette affaire d'Algérie, ce n'est pas de poursuivre une guerre sanglante, pour tout rompre, pour tout perdre, y compris les traditions généreuses et pacifistes de son peuple.

L'intérêt de la France, c'est d'établir avec l'Algérie combattante des rapports nouveaux, dans l'esprit de notre temps, c'est-à-dire fondés sur l'égalité des droits et des avantages mutuels, de conclure par la négociation des rapports fructueux et d'établir des liens d'autant plus solides demain qu'ils auront été aujourd'hui librement consentis.

Comment en sortir

D'un autre côté, les deux mille millions qui sont jetés, chaque jour, dans le gouffre de la guerre, et que nous payons, à nous tous, en impôts, affaiblissent le pouvoir d'achat des masses laborieuses qui doivent, dès lors, limiter leur consommation. D'où la crise de sous-consommation qui commence déjà à frapper, par le chômage partiel et les réductions d'horaires, les industries de l'habillement, des appareils électro-ménagers, des cycles, de l'alimentation (comme chez Gringoire, à Pithiviers), etc...

Aux travailleurs, aux femmes en particulier, les premières touchées, qui se demandent quels remèdes apporter à cette situation et à ses développements probables, je réponds que si la véritable et durable solution réside dans l'instauration du socialisme, il faut obtenir dans l'immédiat :

POUR LES OUVRIERS : Le retour aux 40 heures sans diminution de salaires.

— La création immédiate d'une assurance-chômage gérée par la Sécurité Sociale et alimentée par des cotisations patronales proportionnelles aux salaires.

POUR LES OUVRIERS AGRICOLES : L'égalité de leurs salaires avec ceux de l'industrie et le rattachement au régime général de la Sécurité Sociale.

POUR LES PETITS PAYSANS : L'indexation des prix agricoles sur les prix industriels et le respect de l'indexation des prix du blé et du lait (obtenue grâce au soutien d'un fort groupe communiste à l'Assemblée Nationale lors des mouvements paysans de septembre 1957).

Voilà mon point de vue sur deux des problèmes essentiels du moment et les remèdes qu'en tant que communiste je propose.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

IL FAUT QUE ÇA CHANGE

Il est encore quelques points sur lesquels je vous demande de réfléchir.

D'autres candidats sollicitent vos suffrages : ils se réclament de Guy MOLLET, PINAY, GAILLARD, BIDAULT, PFLIMLIN, SOUSTELLE, etc... qui se sont toujours entendus entre eux et s'entendent encore aujourd'hui comme larrons en foire.

Quelles garanties peuvent-ils vous donner qu'ils feront demain autre chose que ce que leurs amis ont fait à la direction du pays depuis plus de dix ans ? Aucune !

Ce sont là les hommes du passé, les soutiens d'une politique dont vous ne voulez plus.

Rappelez-vous, par ailleurs, que c'est le Front Populaire, fort de l'appui des Communistes, qui apporta les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, l'Office du blé, etc...

Que c'est la Libération, avec les Communistes au gouvernement, qui apporta l'extension du régime de Sécurité Sociale, les comités d'entreprises, les statuts des fonctionnaires et des industries nationalisée, la retraite des vieux, le statut du fermage et du métayage, etc...

Ni en 1936, ni en 1945, les Communistes ne dirigeaient le gouvernement.

Mais, à aucun moment, depuis trente ans, aucune réforme sociale, aucun progrès ne s'est effectué en France sans l'appui des Communistes, soit dans la majorité, soit dans le gouvernement.

Pour pousser le pays en avant, il n'est pas nécessaire que les Communistes disposent de la majorité absolue. Mais, pour tirer le pays en arrière, et les dix dernières années le prouvent amplement, il est indispensable qu'ils soient évincés.

Est-ce votre intérêt que ça marche à reculons ? Non !

Même si, du fait de ce scrutin, le groupe communiste était réduit, il doit tenir son autorité de millions de voix de Français et de Françaises attachés au progrès social et à la paix.



Pour voter à gauche, pour voter utile

Toutes celles et tous ceux qui tiennent à une représentation de gauche ne peuvent que voter pour le seul candidat dont le Parti, comme un bloc, a montré qu'il était le véritable défenseur de la politique de gauche, sans aucune compromission avec la droite, pour le candidat du Parti Communiste Français qui, à chaque élection, se place en tête de la gauche.

Au delà de mon nom, auquel je vous demande d'apporter le 23 novembre un suffrage massif, vous voterez pour une solution pacifique du problème algérien, pour le progrès social.

NON A LA POLITIQUE REACTIONNAIRE MENEE DEPUIS 10 ANS PAR UNE MAJORITE ANTICOMMUNISTE.

OUI POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT A GAUCHE.



Claude CHANSARD

Ouvrier agricole et bûcheron à St-Lyé-la-Forêt

Militant syndicaliste

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Kléber RIEAU

Ouvrier métallurgiste - Ouzouer-sur-Loire

VU LE CANDIDAT.

S.P.E.C. Châteauroux.

Sciences Po / fonds CEVIPOF